

Les relations extérieures de la RDA : fondements, objectifs et facteurs déterminants

Ulrich Pfeil

▶ **To cite this version:**

Ulrich Pfeil. Les relations extérieures de la RDA : fondements, objectifs et facteurs déterminants. Cahiers du CEFRES, 2010, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS, 25, pp.9-30. halshs-01162689

HAL Id: halshs-01162689
https://shs.hal.science/halshs-01162689

Submitted on 11 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 25, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS
Antoine Marès (Ed.)

Ulrich PFEIL

Les relations extérieures de la RDA : fondements, objectifs et facteurs déterminants

---

Référence électronique / electronic reference :
Ulrich Pfeil, « Les relations extérieures de la RDA : fondements, objectifs et facteurs déterminants », Cahiers du CEFRES. N° 25, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS 1945-1989 (ed. Antoine Marès).
Mis en ligne le / published on : mars 2010 / march 2010
URL : http://www.cefres.cz/pdf/c25f/pfeil_2001_relations exterieures_rda.pdf
Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE
http://www.cefres.cz

Ce document a été généré par l'éditeur.
© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Les relations extérieures de la RDA : fondements, objectifs et facteurs déterminants

Ulrich PFEIL (Paris III)

Non sans ironie, Friedrich Dieckmann commente : „Avec trop de légèreté, on a ignoré que la République démocratique allemande n'a pas seulement été un pays où la production dramatique était considérable, mais qu'elle était elle-même une pièce de théâtre obéissant aux règles classiques de la tragédie. On y trouve toutes les caractéristiques dégagés par Gustav Freytag : la progression de l'action, croissante puis décroissante, l'acmé et l'instant tragique, et il ne serait pas difficile d'en faire un vrai drame en cinq actes, respectant toutes les règles de l'art".[1] Mais lors du dénouement, les prescriptions du metteur en scène n'ont pas été respectées, et celui-ci n'a pas pu résister à la pression des acteurs et a finalement abandonné son œuvre après que la direction du théâtre eut refusé de s'immiscer dans le conflit en le laissant seul responsable.

Cette „chute" inattendue, dans les deux sens du terme, amena les critiques, en grand nombre, à occuper le devant de la scène, si bien que l'historien de Potsdam, Christoph Kleßmann, en 1998 déjà, en vint à affirmer que la RDA était en passe de devenir l'un des champs les mieux connus de l'histoire contemporaine.[2] Son échec appelait à rechercher les erreurs du scénario et incitait à des prises de positions définitives. Ainsi, immédiatement après sa chute, le processus d'historicisation de la RDA s'enclencha, mais connut un développement plus long et conflictuel qu'on ne l'avait initialement pensé ou espéré. D'une part des facteurs politiques déterminèrent l'arraisonnement du passé, d'autre part l'appréhension historique du second État allemand est tributaire de la question des „droits d'auteurs" (qui peut légitiment écrire l'histoire de la RDA ?).[3]

---

[1] Friedrich DIECKMANN: „Geschichte als Drama. Die Temperatur der Revolution", in: *Merkur* 54 (2000) 1, pp. 1-10, ici: p. 1.

[2] Christoph KLESSMANN: *Zeitgeschichte in Deutschland nach dem Ende des Ost-West-Konflikts*, Essen, Klartext, 1998, p. 38; voir également Hermann WEBER: „Zum Stand der Forschung über die DDR-Geschichte", in: *DA* 31 (1998) 2, pp. 249-257; ibid.: „L'état de recherche sur l'histoire de la RDA", in: Anne SAINT-SAUVEUR/Gérard SCHNEILIN (éds.) : *La mise en œuvre de l'unification allemande 1989-1990*, Asnières, PIA, 1998, pp. 13-28; Alf LÜDTKE: La République Démocratique Allemande comme histoire. Réflexions historiographiques, in: Annales HSS 53 (1998) 1, pp. 3-39; Arnd BAUERKÄMPER: „Das Erbe des Kommunismus im vereinten Deutschland. Die Zeitgeschichtsschreibung und die DDR", in: *Revue d'Allemagne* 31 (1999) 1, pp. 169-184.

[3] Cf. Charles S. MAIER: „Geschichtswissenschaft und „Ansteckungsstaat"", in: *Geschichte und Gesellschaft* [GG] 20 (1994) 4, pp. 616-624; Jürgen DANYEL: „Die Historiker und die Moral", in: *GG* 21 (1995) 2, pp. 290-303; Mitchell G. ASH: „Geschichtswissenschaft, Geschichtskultur und der ostdeutsche Historikerstreit", in: *GG* 24 (1998) 2, pp. 283-304; voir également les contributions de Christoph KLESSMANN, Manfred WILKE et Hermann WEBER sur les objectifs de la recherche sur la RDA in: Heiner TIMMERMANN (éd.): *Die DDR - Politik und Ideologie als Instrument*, Berlin, Duncker & Humblot, 1999.

Alors que la pièce se déroulait encore, des écoles de pensée très diverses en RFA et des prises de position politiques façonnèrent le regard sur la RDA. Et, par-là même, on oublia souvent à quel acte en était le „drame“. Nombre de critiques se virent reprocher, après la fin brutale de la pièce, de s'être arrangés avec la division de l'Allemagne et d'avoir perdu de vue les structures globales et les évolutions.[4] Peter Bender estime que ces erreurs d'interprétations seraient la conséquence de phénomènes d'autolimitation des parties en présence : ils ne seraient pas tant le produit de deux philosophies de l'histoire antagonistes et d'appréciations divergentes sur les fonctions de la discipline historique, que le fruit de cette phobie de la promiscuité éprouvée de part et d'autre du rideau de fer et de l'absence de contacts réguliers qui en a résulté. Aussi reproche-t-il à la corporation historique ouest-allemande de suivre de manière irréfléchie le modèle d'interprétation global de Bonn : „En RFA, qui a travaillé sur l'Allemagne s'est en général limité à la République fédérale, sans prendre en compte la RDA, parce que c'était „l'Est“. Qui a travaillé sur l'Est s'est limité aux pays par delà l'Oder, sans prendre en compte la RDA, parce que c'était l'Allemagne. Et qui à travaillé sur la RDA s'est limité à la RDA, parce qu'elle n'était ni l'Est ni l'Allemagne“.[5]

En l'An 10 après la chute du Mur, les conditions de base pour la recherche sur la RDA se sont fondamentalement transformées. Les archives des partis et des organisations de masse (SAPMO-BArch) comme celles de tous les ministères de l'ancienne RDA - à l'exception des archives du ministère des Affaires étrangères pour lesquelles il faut compter avec le délai habituel des trente ans - sont aujourd'hui à la disposition de l'historien et ont considérablement enrichi ses connaissances.[6]

Mais ce constat ne vaut que très partiellement pour les relations extérieures de la RDA, car même avant 1989,[7] leurs orientations, leurs structures et leurs mécanismes

---

[4] Peter BENDER: „Ansätze zu einer deutschen Nachkriegsgeschichte", in: *Merkur* 47 (1993) 3, pp. 197-206.

[5] Peter BENDER: „Terra incognita gemeinsam erkunden", in: *Neues Deutschland*, 17./18.4.1999, p. 11, publié in: Daniel KÜCHENMEISTER e.a. (éds.): *...abgegrenzte Weltoffenheit... Zur Außen- und Deutschlandpolitik der DDR*, Schkeuditz, GNN Sachsen, 1999, pp. 9-14.

[6] Cf. Hermann WEBER/Ulrich MÄHLERT: „Quellenlage zur DDR-Geschichte - Ein Überblick", in: GESIS (éd.): *Materialien zur Erforschung der DDR-Gesellschaft. Quellen - Daten - Instrumente*, Opladen, Leske & Budrich, 1998, pp. 165-182; Ulrich MÄHLERT (éd.): *Vademekum DDR-Forschung. Ein Leitfaden zu Archiven, Forschungseinrichtungen, Bibliotheken, Einrichtungen der politischen Bildung, Vereinen, Museen und Gedenkstätten*, Opladen, Leske & Budrich, 1999[2].

[7] Cf. Anita DASBACH-MALLICKRODT: *Wer macht die Außenpolitik der DDR ? Apparat, Methoden, Ziele*, Düsseldorf, Droste, 1972; Heinrich END: *Zweimal deutsche Außenpolitik. Internationale Dimensionen des innerdeutschen Konflikts 1949-1972*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1973; Adalbert KRIMS: « La politique étrangère de la RDA », in: *Allemagne d'aujourd'hui* 37/38 (1973), pp. 57-68; Jean-Paul PICAPER: « La politique extérieure de la RDA », in: *Politique étrangère* 40 (1975), pp. 461-474; Bernd KREGEL: *Außenpolitik und Systemstabilisierung in der DDR*, Opladen, Leske & Budrich, 1979, Siegfried MAMPEL/Karl C. THALHEIM: *Die DDR. Partner oder Satellit der Sowjetunion?*, Munich, Politica-Verlag, 1980; Jürgen RADDE: *Die außenpolitische Führungselite der DDR. Veränderungen der sozialen Struktur außenpolitischer Führungsgruppen*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1976, id.: *Der Diplomatische Dienst der DDR : Namen und Daten*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1977; Gernot GUTMANN/Maria HAENDCKE-HOPPE (Hrsg.): *Die Außenbeziehungen der DDR* (Schriftenreihe der Gesellschaft für Deutschlandforschung, vol. 11), Heidelberg, Meyn, 1981; Wilhelm

n'avaient pas été au cœur de la recherche sur la RDA, et ceci ne changea pratiquement pas après les événements de 1989/90[8] malgré les progrès[9], si bien que ce domaine reste encore aujourd'hui un des parents pauvres de l'historiographie de la RDA. Les questions d'organisation de la politique étrangère sous la dictature du SED, de liberté de manœuvre de la RDA face à l'hégémonie de l'URSS et des conséquences de l'antagonisme des systèmes allemands sur ses relations extérieures étaient traités par les précédentes études. Les contacts entre le Second État allemand et les autres États occidentaux restaient dans l'ombre de ce système complexe de relations entre Berlin-Est, Bonn et Moscou aussi bien avant qu'après 1989.[10]

1) La RDA : un pays du bloc Est

Après les bouleversements en RDA, il fallut abandonner ou réviser les anciennes conceptions historiographiques, entraînant ainsi un débat méthodologique et la prise en considération de nouveaux objets. Le „nombrilisme historique" caractérisant les travaux sur l'après-guerre allemand cède aujourd'hui toujours plus le pas, en Allemagne, à une perspective comparative qui considère la division de l'Allemagne comme l'un des aspects de l'histoire européenne.[11] Signalons toutefois qu'il est inutile de présenter le contexte européen aussi précisément qu'il serait nécessaire pour comprendre l'histoire allemande, mais qu'il faut rappeler les grands traits de l'évolution européenne afin de saisir la place de l'Allemagne dans ce processus.[12]

Wolfgang J. Mommsen a rappelé à juste titre aux historiens que la RDA « devait d'abord être comprise dans le cadre de l'histoire de la domination soviétique sur toute l'Europe centrale et orientale ».[13] Bien que cette mise au point s'adressât en premier

---

BRUNS: *Die Außenpolitik der DDR*, Berlin, Kolloquium-Verlag, 1985; Michael BULLA: *Zur Außenpolitik der DDR. Bestimmungsfaktoren – Schlüsselbegriffe – Institutionen und Entwicklungstendenzen*, Melle, Knoth, 1988.

[8] Cf. Hermann WEBER: *Die DDR 1945-1990*, Munich, Oldenbourg, 2000[3], p. 212.

[9] Cf. Michael LEMKE: „Fremdbestimmung und Handlungsspielräume: Perioden und Zäsuren der SED-Deutschland- und Außenpolitik 1949-1972", in: Wolfgang KÜTTLER/Walter SCHMIDT (éds.): *Der Ost-West-Konflikt und sein Ende*, Berlin, trafo verlag, 1998, S. 49-85; Benno-Eide SIEBS: *Die Außenpolitik der DDR 1976-1989*, Paderborn, Schöningh, 1999 ; Ingrid MUTH: Die DDR-Außenpolitik 1949-1972. Inhalte, Strukturen, Mechanismen, Berlin, Ch. Links, 2000.

[10] Voir pour les relations entre la RDA et les pays occidentaux : Hans-Jürgen FINK: „Die DDR und der Westen (I). Probleme und Interessen", in: *Deutschland Archiv* [DA] 12 (1979) 3, pp. 290-302; ibid.: „Die DDR und der Westen (II). Bilaterale Beziehungen", in: *DA* 12 (1979) 5, pp. 495-508; Johannes KUPPE: „Die DDR und der Westen (III). Die Beziehungen zu den drei Westmächten", in: *DA* 12 (1979) 12, pp. 1299-1311; Hans-Adolf JACOBSEN e.a. (éds.): *Drei Jahrzehnte Außenpolitik der DDR. Bestimmungsfaktoren, Instrumente, Aktionsfelder*, Munich/Vienne, Oldenbourg, 1980[2]; Hans-Joachim VEEN/Peter WEILEMANN (éds.): *Die Westpolitik der DDR. Beziehungen der DDR zu ausgewählten westlichen Industriestaaten in den 70er und 80er Jahren*, Melle, Knoth, 1989.

[11] Lutz NIETHAMMER: „Methodische Überlegungen zur deutschen Nachkriegsgeschichte. Doppelgeschichte, Nationalgeschichte oder asymmetrisch verflochtene Parallelgeschichte?", in: Christoph KLESSMANN e. a. (éds.): *Deutsche Vergangenheiten - eine gemeinsame Herausforderung. Der schwierige Umgang mit der doppelten Nachkriegsgeschichte*, Berlin, Ch. Links, 1999, pp. 307-327, ici: pp. 325s.

[12] P. BENDER (note 4), p. 198.

[13] Wolfgang J. MOMMSEN: „Der Ort der DDR in der deutschen Geschichte", in: Jürgen KOCKA/Martin SABROW (éds.): *Die DDR als Geschichte. Fragen - Hypothesen - Perspektiven*, Berlin, Akademie-Verlag, 1994, p. 28.

lieu aux historiens allemands, cette répartition entre les camps ne semble pas être allée de soi dans d'autres pays européens. Ainsi François Fejtö, dans l'introduction de son ouvrage magistral de 1952 sur l'histoire des démocraties populaires, écrivait-il qu'il ne prendrait pas en considération le cas de la RDA, d'une part parce qu'elle était trop liée au destin de l'Allemagne de l'Ouest et qu'elle était un pays en devenir, d'autre part parce qu'elle n'était pas une démocratie populaire, *stricto sensu*, et qu'elle-même se disait „démocratique". Mais, dans une nouvelle édition réactualisée de 1969, la RDA trouve sa place aux côtés de ses voisins orientaux;[14] de même, dans l'ouvrage collectif paru en 1999 sous la direction de Henry Rousso, „Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparée", les auteurs s'interrogent sur les conséquences de la double expérience de la dictature dans les États de l'Europe de l'Est, et la RDA[15] est traitée dans une perspective comparative avec la Pologne, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie.[16] En revanche, il est très étonnant que les éditeurs du „Livre noir du communisme", dans l'édition française originale, aient renoncé sans plus d'explication à toute contribution sur la RDA pour leur étude des crimes et de la terreur du communisme. C'est seulement dans l'édition allemande que la RDA est prise en considération.[17]

La comparaison des structures internes du système des satellites de l'Union soviétique vise à mettre en valeur l'essence du pouvoir dictatorial, sa mise en place, sa stabilisation, ses caractéristiques - variables à l'intérieur du système - et sa liquidation d'une part, ses répercussions sur les populations concernées et les réactions de ces dernières d'autre part.[18] L'ouvrage collectif dirigé par Michael Lemke „Soviétisation et autonomie en SBZ/DDR (1945-1953)" met l'accent sur les conséquences de l'emprise de l'URSS sur la RDA en voie de constitution, pour procéder ensuite à une comparaison avec les voisins est-européens et avec les conditions générales historiques et structurelles régnant au sein du système des satellites soviétiques.[19] Il en ressort que la souveraineté de la RDA fut bien plus limitée que celle des pays frères en raison de la

---

[14] François FEJTÖ: *Histoire des démocraties populaires*, 2 vol., Paris, Seuil, 1992 (première édition de 1952), p. 15.
[15] Cf. Etienne FRANÇOIS: „Révolution archivistique et réécriture de l'histoire: l'Allemagne de l'Est", in: Henry ROUSSO (éd.): *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparée*, Bruxelles, Editions Complexe, 1999, p. 348.
[16] Dans son introduction, Henry Rousso a le mérite d'entreprendre l'analyse et „l'historicisation" des possibilités et les limites de la théorie du totalitarisme; cf. Henry ROUSSO: « La légitimité d'une comparaison empirique », in: ibid. (éd.): *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparée*, Bruxelles, Editions Complexe, 1999.
[17] Stéphane COURTOIS/Nicolas WERTH/Jean-Louis PANNÉ e. a. (éds.): *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Laffont, 1997; Joachim GAUCK/Ehrhart NEUBART: „Die Aufarbeitung des Sozialismus in der DDR", in: Stéphane COURTOIS (éd.): *Das Schwarzbuch des Kommunismus: Unterdrückung, Verbrechen und Terror*, Munich, Piper, 1998. Voir sur la discussion autour du *Livre noir*: *Communisme* 59-60 (2000).
[18] Cf. Günther HEYDEMANN: „Integraler und sektoraler Vergleich - Zur Methodologie der empirischen Diktaturforschung", in: ibid./Eckhard JESSE (éds.): *Diktaturvergleich als Herausforderung. Theorie und Praxis*, Berlin, Duncker & Humblot, 1998, p. 229.
[19] Cf. Michael LEMKE (éd.): *Sowjetisierung und Eigenständigkeit in der SBZ/DDR (1945-1953)*, Cologne/Weimar, Böhlau, 1999; Christoph KLESSMANN/Bernd STÖVER (éds.): *1953 - Krisenjahr des Kalten Kriegs in Europa*, Cologne/Weimar, Böhlau, 1999.

forte présence soviétique et de l'immixtion incessante de Moscou dans la politique intérieure et extérieure de Berlin-Est.

Pourtant, au cours des premières années d'existence de la RDA, il n'y eut pas de conflit majeur entre communistes soviétiques et est-allemands : en effet, ceux-ci devaient d'une part leur propre position dominante à l'hégémonie de l'Union soviétique, d'autre part, ils reprenaient à leur compte les décisions du Kremlin et se considéraient eux-mêmes comme les courroies de transmission de la volonté soviétique. Cependant, peu à peu, la direction du SED chercha à acquérir une certaine liberté de manœuvre face à la puissance dominante pour s'affranchir de l'image de la marionnette. Des dépendances réciproques se sont formées, parce que Moscou, de son côté, avait lui aussi besoin du soutien du KPD/SED pour mener à bien sa politique allemande. Même si les relations entre la RDA et l'URSS furent tributaires d'une dynamique interne changeante, il ne faut pas perdre de vue qu'aucun autre pays de la sphère soviétique fut autant que la RDA dans une telle dépendance de l'étranger. La particularité du statut de la République démocratique allemande confirme la thèse avancée par l'historien et politologue français Jean-Baptiste Duroselle, il y a bien des années déjà, selon laquelle les facteurs déterminants de la politique étrangère d'un pays doivent être recherchés dans sa politique intérieure.[20]

2) La RDA entre dépendance orientale et défi occidental

Ce n'est qu'en second lieu, poursuit Wolfgang J. Mommsen dans la suite de la citation précédemment mentionnée, que la RDA doit être comprise en tant qu'élément de l'histoire nationale allemande. En fixant cet ordre de priorité, d'une part il se prémunit contre la tentation d'une interprétation historique idéologiquement connotée - dans le sens de l'État national (*gesamtdeutsch*), d'autre part il met l'accent sur ce qui fondamentalement distingue la RDA et la RFA, respectivement de leurs voisins orientaux et occidentaux, ces différences étant le produit de la situation particulière de l'Allemagne dans l'après-guerre et de la question allemande toujours pendante. Lorsque Reimund Seidelmann écrit que la politique étrangère d'un État national souverain traduit les intérêts politiques, économiques, militaires et socio-culturels d'une société donnée dans son contexte international, celui-ci défend une thèse qui n'est valable ni pour les dirigeants de Berlin-Est ni pour ceux de Bonn,[21] car aucun d'eux ne put librement décider du destin de son État partiel (État-croupion) ni lors de la fondation des deux États allemands ni de l'évolution ultérieure : les dirigeants allemands des deux

[20] Cf. Jean-Baptiste DUROSELLE: *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1964.
[21] Reimund SEIDELMANN: „Außenpolitik", in: Wichard WOYKE (éd.): *Handwörterbuch Internationale Politik*, Opladen, Leske & Budrich, 1998, p. 1.

États se virent confrontés à la souveraineté des quatre vainqueurs pour les questions afférentes à l'Allemagne dans son ensemble et à Berlin. Alors que la République fédérale, grâce à sa politique d'intégration occidentale et aux circonstances spécifiques de la guerre froide, parvint assez rapidement à obtenir l'égalité des droits et un rôle correspondant à l'Ouest,[22] la RDA resta étroitement tenue en laisse par la puissance dominante jusqu'au milieu des années 1980,[23] et elle ne put guère s'affranchir de l'image d'une création artificielle résultant de la guerre froide.

Sous l'égide de l'Union soviétique, les dirigeants de la SED essayèrent de réagir à cette situation en élaborant en 1955 la théorie des deux États allemands et en inscrivant dans la constitution de 1974 la théorie des deux nations allemandes.[24] Pourtant, cette politique ne leur permit pas d'atteindre vraiment leur objectif, à savoir la stabilisation du second État allemand et de sa société socialiste. La prétention de la RFA à être le seul État allemand à devoir être reconnu (*Alleinvertretungsanspruch*) et la doctrine Hallstein qui en résultait conduisirent très vite à l'isolement de la RDA. Celle-ci ne put en sortir progressivement qu'avec la détente entre les blocs. Quand Willy Brandt, lors de sa première déclaration gouvernementale de 1969, procéda à une redéfinition de la relation entre la RFA et la RDA et parla de deux États allemands qui n'étaient pas l'Etranger l'un pour l'autre, le SED réagit par une politique de distanciation, qui ne put jamais s'imposer comme en témoigne sa politique étrangère.

Même si l'on ne peut pas non plus parler de pleine souveraineté pour les autres pays satellites de l'URSS, la RDA, pendant toute son existence, dut de surcroît traîner derrière elle le fardeau de son déficit de légitimité nationale; elle ne put résoudre ce problème, ce qui eut des répercussions significatives sur sa légitimité idéologique et par conséquent sur son existence.[25] C'est seulement en apportant la preuve de la supériorité du socialisme qu'elle aurait été en mesure de s'auto-affirmer, de justifier son existence à côté de la République fédérale „bourgeoise". La situation de concurrence inter-allemande devint de plus en plus déséquilibrée.[26] Alors que nombre de décisions ouest-allemandes, dans les années cinquante encore, avaient été prises en tenant compte du

---

[22] Cf. Ludolf HERBST: *Option für den Westen. Vom Marshall-Plan zum deutsch-französischen Vertrag*, Munich, dtv, 1989.

[23] Wilfried LOTH: „Die Sowjetunion und das Ende der DDR", in: Konrad H. JARAUSCH/Martin SABROW (éds.): *Weg in den Untergang. Der innere Zerfall der DDR*, Göttingen, VR, 1999, pp. 119-152.

[24] Voir pour la politique allemande de la RDA : Jochen STAADT: *Die geheime Westpolitik der SED 1960-1970. Von der gesamtdeutschen Orientierung zur sozialistischen Nation*, Berlin, Akademie Verlag, 1993; Karl-Heinz SCHMIDT: „Die Deutschlandpolitik der SED", in: *Materialien der Enquete-Kommission „Aufarbeitung der SED-Diktatur in Deutschland"*, édité par le Deutscher Bundestag, vol. V, 3; Baden-Baden, Nomos, 1995, pp. 2114-2293; Heike AMOS: *Die Westpolitik der SED 1948/49-1961*, Berlin, Akademie Verlag, 1999; Heinrich POTTHOFF: *Im Schatten der Mauer. Deutschlandpolitik 1961 bis 1990*, Berlin, Propyläen, 1999.

[25] La stabilité de l'Autriche après la Seconde Guerre mondiale et la maturité de sa politique étrangère témoignent de ce que la non-résolution de la question nationale (tout au moins initialement) n'a pas nécessairement des répercussions sur la liberté de manœuvre intérieure et extérieure.

[26] Cf. Arnd BAUERKÄMPER/Martin SABROW/Bernd STÖVER (éds.): *Doppelte Zeitgeschichte. Deutsch-deutsche Beziehungen 1945-1990*, Bonn, Dietz, 1998, pp. 9-16.

„frère“ de l’Est, cette tendance s’infléchit avec l’ouverture croissante de la République fédérale à l’Occident et le soutien de cette politique par les citoyens ouest-allemands. C’est pourquoi l’influence de la RDA sur la République fédérale fut toujours plus indirecte et eut même des effets rétroactifs, comme l’a montré Michael Lemke, la RFA restant un défi permanent pour les dirigeants du SED.[27]

Pour la plupart des citoyens est-allemands, la RFA constitua l’objet de leurs rêves, si bien que malgré sa volonté de prise de distance, le SED resta sans cesse obnubilé par la concurrence ouest-allemande, comme le souligne le propos de Ulbricht „dépasser sans rattraper“. Toute décision du Bureau politique et du gouvernement était prise en fonction de Bonn et devait être acceptée par Moscou. Pourtant la RDA ne parvint ni à rattraper l’avance économique de la RFA, ni à répondre aux attentes sociales et politiques de sa propre population, ce qui limita toujours sa marge de manœuvre intérieure et extérieure, comme l’ont démontré Günther Heydemann et Christopher Beckmann dans leur comparaison des dictatures, inscrite dans une perspective empirique : „Alors que le III^{e} Reich était un État national auquel s’identifiait la population, la RDA ne constitua finalement qu’un État partiel sans cesse obnubilé par l’autre partie de la nation et en concurrence permanente avec ce dernier“.[28]

Malgré les espoirs des dirigeants du SED, surtout après la signature du Traité fondamental avec la RFA en 1972 et la vague de reconnaissance qui s’ensuivit en 1973-74, la situation ne changea guère. L’amélioration de la situation internationale de la RDA dans les années 1980 aussi bien auprès des pays du camp oriental qu’occidental, son image de première puissance économique du COMECON, les succès internationaux des sportifs est-allemands lors des jeux olympiques et des championnats du monde, la formation chez les citoyens d’une conscience est-allemande par identification concomitante avec l’État, tout cela renforça les dirigeants du SED dans leur conviction que la RDA devenait un acteur comme les autres sur la scène internationale, et remplissait ainsi avec succès le rôle qui lui avait été attribué au sein du bloc oriental. Par sa position de poste occidental avancé du pacte de Varsovie, la RDA, plus que tous les autres membres de cette Alliance militaire, devenait une „vitrine“ d’exposition de la loi marxiste du passage du capitalisme au socialisme. Ce statut particulier explique pourquoi la RDA et le SED ont toujours voulu passer, d’un point de vue idéologique, pour des „enfants modèles“ aussi bien auprès des États frères est-européens et que des partis communistes ouest-européens. C’est aussi la raison pour laquelle la RDA resta jusqu’à la fin la représentante de l’orthodoxie marxiste-léniniste. Et c’est précisément la perspective extérieure qui permet de comprendre que la politique étrangère du SED

[27] Michael LEMKE: „Die Deutschlandpolitik der DDR zwischen Moskauer Oktroi und Bonner Sogwirkung”, in: J. KOCKA/M. SABROW (note 13), pp. 181-185, ici: p. 184.
[28] Günther HEYDEMANN/Christopher BECKMANN: „Zwei Diktaturen in Deutschland. Möglichkeiten und Grenzen des historischen Diktaturenvergleichs”, in: *DA* 30 (1997) 1, p. 24.

dans ce contexte, quelles que furent ses nuances et ses étapes, resta toujours une politique allemande.

Rétrospectivement, on a aujourd'hui le sentiment que le SED, dans les années 1980, a surestimé cette impression de stabilité intérieure et extérieure qui lui était suggérée de l'étranger, et a ainsi perdu de vue le fondement de son existence qui restait toujours l'Union soviétique. Après que le nouveau secrétaire général du PCUS, Mikaël Gorbatchev se fut engagé sur la voie de la g*lasnost* et de la *perestroïka* à partir de 1985, Berlin-Est ne crut plus nécessaire de suivre l'exemple de son tuteur et refusa la politique réformatrice de son ancien modèle („apprendre de l'Union Soviétique signifie apprendre à vaincre"). En se laissant aveugler par une apparente stabilité, Honecker et les gérontes du Bureau politique ne furent plus en mesure de percevoir la décomposition intérieure progressive, ce qui conduisit à la soudaine implosion de l'automne 1989. C'est à juste titre que Martin Sabrow écrit : „Il faut peut-être rechercher les raisons déterminantes de la paralysie du pouvoir dans le fait paradoxal que l'érosion ne se produisit qu'après une période étonnamment longue, et qu'elle revêtit le masque de la consolidation, la déstabilisation d'un ordre apparent, mais tributaire de Moscou, étant perçue à l'intérieur et à l'extérieur comme une stabilisation du système socialiste par le biais de l'intégration internationale".[29]

3) Les relations de la RDA avec les pays de l'Occident

Les études comparatives et diplomatiques des relations entre la RDA et les pays du monde occidental ne doivent ni négliger les facteurs précédemment mentionnés, ni perdre de vue leurs caractéristiques particulières. Elles doivent être comprises dans le cadre de la guerre froide, tenir compte de ses différentes phases, de sa diversité d'intensité comme de ses conséquences sur la „question allemande", et enrichissent la perception de la RDA par la prise en considération des points de vue extérieurs et étrangers.

Il apparaît alors que celle-ci dépend de différentes variables rapidement citées ici. Le statut des trois vainqueurs occidentaux et leur responsabilité particulière pour l'Allemagne dans son ensemble, l'existence d'une frontière maritime commune avec le Danemark, la présence de partis communistes forts en Italie et en France, l'image très dégradée de l'Allemagne aux Pays-Bas et le très vif ressentiment à l'égard de l'Allemagne de l'Ouest qui en est indissociable, la faiblesse de l'anticommunisme en Belgique, la neutralité de la Suisse et le rôle particulier du Vatican, où le pape est le chef de l'Eglise catholique, ont déterminé les relations de ces pays avec la RDA. Le

[29] Martin SABROW: „Der Konkurs der Konsensdiktatur. Überlegungen zum inneren Zerfall der DDR aus kulturgeschichtlicher Perspektive", in: K. H. JARAUSCH/M. SABROW (note 23), p. 104.

SED chercha à utiliser les caractéristiques particulières de ces États dans sa politique à l'égard de l'Occident pour en tirer profit en se présentant de manière souveraine.

Quelles que soient les différences observées dans l'attitude et la politique des pays occidentaux à l'égard de l'Allemagne de l'Est, celles-ci s'inscrivent toujours dans le cadre de la question allemande à résoudre.[30] Ces États ont toujours coordonné leur politique est-allemande avec leur partenaire ouest-allemand et ont voulu éviter de jeter des bâtons dans les roues de la politique allemande de la RFA. Mais, d'autre part, ils ont vu dans la RDA une garantie pour l'équilibre européen et contre la résurgence de la puissance allemande et ont su utiliser la carte est-allemande au mieux de leurs intérêts. La phrase si célèbre de François Mauriac, affirmant qu'il aimait tellement l'Allemagne qu'il se réjouissait qu'il y en ait deux, ne reflète pas seulement l'état d'esprit d'un large cercle de l'opinion publique française, mais témoigne d'un point de vue très largement répandu dans les autres pays occidentaux.

De Gaulle, ce chef d'État français qui pensait en terme d' État-Nation, ne fut pas seul à estimer que la division de l'Allemagne et l'existence de la RDA étaient des produits artificiels de la guerre froide - c'est pourquoi, d'ailleurs, parlant des Allemands de l'Est, il disait, les Saxons et les Prussiens - qui disparaîtraient un jour. Alors que nombre d'Allemands de l'Ouest s'étaient faits à l'idée de deux États allemands et croyaient être parvenus au stade de l'État post-national, que le SED, tel un moulin à prières, répétait que la division avait séparé une nation allemande socialiste d'une nation allemande capitaliste, et que la disposition à traiter de la question allemande, si souvent réitérée dans les „discours du dimanche" des hommes politiques ouest-allemands, devenait toujours plus un rituel vide de sens, les voisins de l'Allemagne, eux, n'oublièrent pas que le concept de nation restait encore une catégorie politique déterminante pour l'Allemagne.[31] Malgré les frontières étatiques et le rideau de fer, ils percevaient toujours l'espace germanique - ou germanophone - comme une entité culturelle, avec toutes les implications que cela pouvait avoir sur l'évolution politique.

La RDA étant partie intégrante de la politique allemande des États occidentaux, la direction du SED se vit davantage encore confrontée au double déficit de légitimité dans cette situation de lutte des classes internationale, ce que le Bureau politique camoufla partiellement derrière sa foi inébranlable en la victoire du communisme. Les responsables du SED, persuadés qu'un succès décisif, telle la mise à mal de la doctrine Hallstein défendue par Bonn dans les années 50 et 60, renforcerait leur propre autorité sur le plan intérieur, le parti socialiste unifié lutta contre la position d'éternel second – derrière la RFA – qui était la sienne dans les pays occidentaux, hors des milieux communistes. Dans les années 50 et 60, Berlin-Est fit des efforts considérables pour

[30] Cf. „Bernhard ESCHERICH: Das Bild der DDR in Frankreich bis 1989", in: *Dokumente* 56 (2000) 1, pp. 25-32.
[31] Cf. C. KLESSMANN (note 2), p. 21.

briser ce cercle infernal et être accepté non seulement comme une réalité, mais comme le fruit d'une normalité géostratégique. Il s'efforça de nouer des contacts à tous les échelons pour parvenir enfin à la reconnaissance internationale, panacée qui, selon lui, devait permettre d'acquérir une notoriété intérieure et extérieure.

Pour établir des relations extérieures avec les pays occidentaux, le SED devait se conformer aux règles classiques de la négociation internationale[32] et se voyait ainsi contraint de faire bien plus de compromis qu'en politique intérieure où il imposait ses prétentions totalitaires.[33] En effet, sur la scène internationale, la RDA avait pour interlocuteurs des pays plus ou moins souverains, défendant leurs propres intérêts. Aussi l'idéologie passait-elle à l'arrière-plan au profit de la „Realpolitik", distinguant objectifs à court et à long termes. Et ce sont les objectifs à long terme, la victoire des communistes et de leur idéologie, qui justifiaient l'établissement de contacts avec les politiciens bourgeois et de relations avec les ennemis de classe, si bien que toute cette politique finissait par retrouver une cohérence apparente.

Mais le SED n'eut pas conscience qu'en pratiquant cette politique, il démontait sa propre propagande orchestrée contre „l'ennemi" et contrevenait aux efforts d'immunisation de la population est-allemande contre les tentations occidentales, si bien qu'il se retrouva empêtré dans des contradictions dont il n'arrivait pas à s'extraire. La fréquentation permanente de l'Occident et le très large écho que les médias est-allemands donnèrent aux séjours de personnalités occidentales en visite à l'Est nourrirent l'intérêt grandissant des Allemands de l'Est pour l'Occident. Stefan Wolle commenta :

„Quand on considère les noms donnés [aux enfants en RDA; UP], on s'aperçoit qu'ils ont suivi surtout les modes et hit-parades occidentaux plutôt que les modèles russes. De manière bien plus flagrante qu'en RFA, les prénoms internationaux furent en vogue, inspirés de noms marquants d'acteurs et de sportifs très populaires. Ainsi bien plus qu'à l'Ouest de l'Allemagne, on trouve des noms anglais, comme Mandy, Peggy, Ronnie, et Mike ou Maik, français, comme René ou Marcel, et italiens, comme Silvio et Mario. Peut-être s'est ainsi exprimée, de manière inconsciente, une nostalgie de l'inaccessible étranger."[34]

Cette politique de rapprochement avec l'Occident, s'accompagnant en même temps d'une volonté agressive de se démarquer du camp impérialiste en Europe de l'Ouest et aux États Unis, ne fut pas considérée, même par la population est-allemande, comme une dialectique, mais comme une incohérence interne et un défaut structurel.

---

[32] Voir pour les interdépendances entre politique extérieure et intérieure : Pierre MILZA: „Politique intérieure et politique étrangère", in: René REMOND (éd.): *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1996, pp. 315-344.
[33] Cf. Karl ROHE: *Politik: Begriffe und Wirklichkeiten*, Stuttgart, Kohlhammer, 1994^2, p. 114.
[34] Stefan WOLLE: *Die heile Welt der Diktatur. Alltag und Herrschaft in der DDR 1971-1989*, Berlin, Ch. Links, 1998, p. 180.

Cette stratégie paraît avoir incité toujours plus les Allemands de l'Est à laisser la RFA entrer chez eux par le biais de la télévision ; dans le Grand Berlin, par la radio, c'était aussi les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France qui pénétraient dans les foyers.

Sans vouloir appréhender l'histoire de la RDA à partir de la chute du Mur et de la Réunification, on doit quand même constater que le SED, en ne parvenant pas à préserver complètement la population est-allemande de l'Occident, malgré le Mur et les entraves aux déplacements, a réveillé des démons qu'il ne put durablement dompter. Les succès incontestables que remporta la RDA sur le plan international ne produisirent aucune stabilisation intérieure, parce que le SED ne prit précisément pas en compte les différents intérêts de la société (cf. supra la définition de Seidelmann) et parce que le déficit social de légitimité perdura jusqu'à la fin de la RDA. Ce fut bien plutôt l'attractivité du mode de vie occidental qui mit le SED sous pression et précipita la fin du régime. Ainsi, même en politique étrangère, le SED dut-il payer le prix de ses mensonges : le SED comme parti d'État et représentant de l'ordre dominant aurait représenté les intérêts du peuple et aurait incarné l'avant-garde de la classe ouvrière chargée d'une prestigieuse mission historique.[35] Jamais le SED ne put accomplir les tâches qu'il s'était fixées, ce qui fit de la RDA le sujet d'un drame toujours plus absurde.

[35] Cf. Erwin HÄCKEL: „Ideologie und Außenpolitik", in: Wichard WOYKE (éd.): *Handwörterbuch Internationale Politik*, Opladen, Leske & Budrich, 1998, pp. 122-128.